

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE**

Société de droit étranger  
Siège : 9-10 Marienturm Taunusanlage 60329 FRANCFORT-SUR-LE-MAIN  
Succursale en France : 85 AVENUE MARCEAU 75116 PARIS  
852 790 229 R.C.S. PARIS

**Etats financiers annuels****Bilan au 31 décembre 2024**

(En millions d'euros.)	Note	Au décembre	
		2024	2023
<b>Actifs</b>			
Réserve de liquidités			
Soldes auprès des banques centrales (dont : Deutsche Bundesbank 2 085 €, 2023 : 1 €)		2 439 €	347 €
Créances sur des établissements de crédit			
Payables à demande		10 824	15 096
Autres créances	3	3 186	1 016
Créances de clients	3	32 530	18 357
Obligations et autres titres à revenu fixe	6		
Obligations et notes d'autres émetteurs		5	—
Actions et autres titres à revenu variable	7	11	—
Actifs de transaction	8	49 564	44 181
Actifs détenus en fiducie	9	72	67
Actifs incorporels			
Actifs incorporels développés à l'interne	10	36	8
Immobilisations	10	24	20
Autres actifs	11	8 444	6 169
Actifs d'impôts différés	12	103	109
Actif total		107 238 €	85 370 €
<b>Passifs</b>			
Dettes envers les établissements de crédit			
Payables à demande		136 €	68 €
Avec une durée convenue ou un délai de préavis	3	20 475	10 576
Passifs envers les clients			
Autres passifs			
Payables à demande		19 313	13 104
Avec une durée convenue ou un délai de préavis	3	20 178	20 758
Passifs titrisés			
Autres passifs titrisés	15	658	1 467
Passifs détenus	8	27 975	20 867
Passifs détenus en fiducie	9	72	67
Autres passifs	11	4 053	4 811
Revenu différé		4	4
Provisions			
Provisions pour pensions et engagements similaires	16	32	112
Dispositions fiscales		13	66
Autres provisions	17	604	495
Dettes subordonnées	18	20	20
Fonds pour risques bancaires généraux (dont : réserve spéciale liée au négoce conformément à l'article 340e(4) du code de commerce (Handelsgesetzbuch, HGB') : 422 €, 2023 : 269 €)		422	269
Fonds propres	19		
Capital en actions ordinaires		329	329
Réserve de capital		10 602	10 602
Réserves de bénéfices			
Autres réserves de bénéfices		1 755	1 156

Bénéfice distribuable		597	599
Total du passif et des capitaux propres		107 238 €	85 370 €
Engagements conditionnels			
Engagements d'accords de sûreté et de garantie	26	746 €	11 €
Autres obligations			
Engagements de prêt irrévocables	26	10 426 €	7 117 €

### Compte des résultats

(En millions d'euros.)	Note	L'exercice se terminant en décembre	
		2024	2023
Le revenu d'intérêt provenant du marché des prêts et des capitaux (dont : intérêt négatif 3 €, 2023 : 1 €)		2 634 €	1 951 €
Charges d'intérêt (dont : intérêts positifs 19 €, 2023 : 10 €)		-2 989	-2 082
Revenus de commissions		1 041	891
Charges de commissions		-210	-167
Résultat net des opérations de négoce (dont : les ajouts à la réserve spéciale liée aux opérations de négoce 153 €, 2023 : 109 €)		1 397	1 072
Autres produits d'exploitation	21	51	50
Dépenses d'administration générale			
Frais de personnel			
Salaires et traitements		-611	-558
Cotisations sociales obligatoires et de retraite et des autres avantages sociaux (dont pour pensions : 12 €, 2023 : 10 €)		-121	-107
Autres frais administratifs		-258	-133
Dépréciation, amortissement et la provision pour moins-value à l'égard des immobilisations corporelles et incorporelles	8	-17	-26
Autres frais administratifs	21	-5	-8
Des dépréciations et les ajustements à la valeur de créances and de certains titres, ainsi que		-33	-2
Résultat des activités ordinaires		879	881
La charge d'impôts (dont : un crédit d'impôt différé de 23 euros, 2023 : la charge d'impôt différé de 6 euros)		-282	-282
Revenu net/Bénéfice distribuable	24	597 €	599 €

### Tableau des flux de trésorerie

(En millions d'euros.)	Note	L'exercice se terminant en décembre	
		2024	2023
Revenu net		597 €	599 €
Dépréciation, amortissement et la provision pour moins-value à l'égard des immobilisations corporelles et incorporelles		17	26
Des dépréciations et les ajustements à la valeur de créances and de certains titres, ainsi que les dotations aux provisions pour les créances irrécouvrables		33	2
Increase in provisions		-208	-238
Une charge hors trésorerie liée aux rémunérations fondés sur des actions		232	134
Une charge hors trésorerie liée à la charge de retraite hors cotisations		2	2
Pertes/(gain) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		3	-17
Diminution/(augmentation) des créances sur les établissements de crédit		2 101	-3 203
Augmentation des créances de clients		-14 168	-28
Augmentation des titres	6.7	-35	—
Diminution/(Augmentation) des actifs et passifs de négociation		1 725	-15 187
Diminution/(Augmentation) des autres actifs provenant des activités opérationnelles		-2 194	473

Augmentation des dépôts constitués par les établissements de crédit		5 967	3 932
Augmentation des passifs envers les clients		5 555	10 657
Augmentation/(diminution) des passifs titrisés		-808	1 467
Augmentation des autres passifs provenant des activités opérationnelles		-584	-1 687
Charges d'intérêts		355	131
Charge d'impôts		282	282
Versements d'intérêts et de dividendes reçus		2 642	1 823
L'intérêt versé		-2 898	-1 941
Versements d'impôts sur le revenu, déduction faite des remboursements		-455	-265
Flux monétaires utilisés par les activités d'exploitation		-1 839	-3 038
Paielements reçus résultant de la cession d'entreprise	25	26	—
Paielements pour des investissements dans des immobilisations		-11	-3
Paielements pour des investissements dans des actifs incorporels	25	-44	-5
Flux de trésorerie des activités d'investissement		-29	-8
Produits des apports de fonds propres des actionnaires de la société mère		—	3 260
Produits des emprunts intercompagnies éligibles à l'EMEE de la société mère		4 000	—
Charges d'intérêts sur des emprunts intercompagnies éligibles à l'EMEE		-37	-21
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		3 963	3 239
Augmentation nette des espèces et quasi-espèces		2 095	193
La variation des espèces et quasi-espèces attribuable aux taux de change et à l'évaluation		-3	17
Les espèces et quasi-espèces, solde de début		347	137
Les espèces et quasi-espèces, solde de clôture	25	2 439 €	347 €

Voir la Note 25 pour plus d'informations sur le tableau des flux de trésorerie

## Notes afférentes aux états financiers

### Note 1.

#### Informations générales

Goldman Sachs Bank Europe SE (GSBE ou la Banque) est inscrite au registre du commerce sous le numéro HRB114190 auprès du tribunal d'instance de Francfort-sur-le-Main, en Allemagne.

Ces états financiers sont établis conformément aux dispositions du Code de commerce allemand (HGB) et à celles de la loi allemande sur les sociétés par actions et du règlement sur la présentation des comptes des établissements de crédit et des sociétés financières (RechKredV). Les états financiers comprennent également les informations requises en vertu de l'article 26a(1) phrase 2 de la loi portant sur la réglementation du crédit (KWG)

L'entreprise mère immédiate et la société mère du plus petit groupe pour lequel des états financiers consolidés sont préparés est Goldman Sachs Bank USA (GS Bank USA), une banque à charte étatique de New York et un membre de la FRB dont le siège est situé à New York. Pour obtenir des copies de ses états financiers consolidés, et de certains documents réglementaires qui fournissent des informations supplémentaires sur GS Bank USA et ses activités commerciales, veuillez consulter le site suivant : [www.goldmansachs.com/investor-relations](http://www.goldmansachs.com/investor-relations).

L'entreprise qui exerce le contrôle ultime et la société mère du plus grand groupe pour lequel des états financiers consolidés sont préparés est le Groupe Inc, une société constituée aux États-Unis d'Amérique. Pour obtenir des copies de ses états financiers consolidés, et de certains documents réglementaires qui fournissent des informations complémentaires sur le groupe GS et ses activités, veuillez-vous adresser au Investor Relations, 200 West Street, New York, NY 10282, États-Unis d'Amérique, siège du Group Inc, ou consulter le site suivant : [www.goldmansachs.com/investor-relations](http://www.goldmansachs.com/investor-relations).

### Note 2.

#### Méthodes comptables et règles d'évaluation

##### Réserve de liquidités et créances

La réserve de liquidités figure pour sa valeur nominale. Les créances sur les établissements de crédit et sur les clients sont comptabilisées à leur valeur nominale, moins les montants irrécouvrables et les provisions pour pertes sur prêts, et comprennent les intérêts courus.

## Déficiencia

La Banque évalue les pertes de crédit prévues (ECL) associées aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux engagements de prêt irrévocables sur une base prospective conformément aux dispositions de l'IFRS 9 « Instruments financiers » (IFRS 9) en conjonction avec l'IDW RS BFA 7. L'évaluation de l'ECL reflète un montant impartial et pondéré en fonction des probabilités, déterminé en évaluant un éventail de résultats possibles, la valeur temporelle de l'argent, ainsi que des informations raisonnables et justifiables disponibles sans coûts ou efforts excessifs à la date d'établissement du rapport sur les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions concernant les conditions économiques futures. Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées dans les dépréciations et les ajustements de valeur des créances et de certains titres, ainsi que dans les dotations aux provisions pour pertes sur prêts.

Le modèle de dépréciation de la Banque se fonde sur les variations de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers évalués au coût amorti et comprend les trois étapes suivantes :

- **Étape 1.** Les actifs financiers évalués au coût amorti qui ne sont pas dépréciés lors de leur comptabilisation initiale et pour lesquels il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale. L'ECL est calculé sur la base d'un montant égal aux pertes de crédit attendues à la suite de défaillances possibles au cours des douze prochains mois.
- **Étape 2.** Les actifs financiers évalués au coût amorti lorsque le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale, mais qu'ils ne sont pas encore considérés comme déprécié. L'ECL est mesuré selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif.
- **Étape 3.** Les actifs financiers évalués au coût amorti qui sont en défaut de paiement ou sont considéré comme déprécié. L'ECL est mesuré selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif.

La détermination de l'étape pertinente pour chaque actif financier dépend de la définition d'une « augmentation significative du risque de crédit » (de l'étape 1 à l'étape 2) et de la définition d'une « perte de crédit » (de l'étape 2 à l'étape 3) La Banque considère qu'un actif financier a subi une augmentation significative du risque de crédit lorsque certaines conditions quantitatives ou qualitatives sont remplies. Les seuils quantitatifs comprennent des seuils de probabilité absolue de défaut pour les actifs financiers de qualité et des seuils de probabilité relative de défaut pour les actifs financiers de qualité inférieure. Une évaluation qualitative est également effectuée dans le cadre du processus de gestion du risque de crédit de la Banque, y compris un plan de sauvegarde après 30 jours de retard.

La Banque considère qu'un actif financier est déprécié lorsqu'il répond à la définition du risque de crédit, c'est-à-dire lorsque la Banque considère qu'il est peu probable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit à l'égard de la Banque, sans que celle-ci puisse recourir à des mesures telles que la réalisation d'une sûreté (si elle en détient une), ou lorsque le débiteur est en défaut de paiement et/ou est en retard de paiement depuis plus de 90 jours.

L'ECL est déterminé en projetant la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition en cas de défaut pour chaque exposition individuelle. Pour calculer les pertes de crédit prévues, on multiplie ces trois éléments et on les actualise rétrospectivement jusqu'à la date d'établissement du rapport. Le taux d'actualisation utilisé dans le calcul de l'ECL est le taux d'intérêt effectif initial. La probabilité de défaut représente la probabilité qu'un emprunteur manque à son obligation financière. La perte en cas de défaut est l'anticipation par la Banque de l'ampleur de la perte sur l'exposition au risque de défaut et en tenant compte, entre autres, de la garantie sur l'actif financier. L'exposition en cas de défaut est le montant que la Banque s'attend à recevoir au moment de la défaillance de l'obligation financière. La Banque a recours à des cotes de risque de crédit internes fondées sur l'évaluation de la probabilité de défaillance des différentes contreparties.

La Banque a recours à de multiples scénarios macroéconomiques dans le cadre du calcul de l'ECL, dont les pondérations font l'objet d'un examen et d'une approbation internes continus.

Le modèle ECL prend en compte la moyenne pondérée d'une série de prévisions des conditions économiques futures. Les prévisions comprennent des scénarios économiques de base, favorables et défavorables sur une période de trois ans. Dans la mesure où la Banque possède des actifs financiers en phase 2 ou 3 dont la durée de vie attendue est supérieure à trois ans, le modèle revient à l'information sur les pertes historiques sur la base d'une approche modélisée non linéaire. La Banque fait preuve de discernement dans la pondération des différents scénarios chaque trimestre, sur la base de divers facteurs, notamment les perspectives économiques établies en interne, le consensus du marché, les conditions macroéconomiques récentes et les tendances sectorielles. Les informations prospectives, telles que les principales variables économique s'ayant un impact sur le risque de crédit et les pertes de crédit attendues, sont intégrées à la fois dans l'évaluation de et dans le calcul de l'ECL.

La provision pour pertes de valeur comprend également des éléments qualitatifs qui permettent à la direction de refléter la nature incertaine des prévisions économiques et de tenir compte de l'imprécision des modèles et du risque de concentration.

La Banque déprécie des actifs financiers, en tout ou en partie, lorsqu'elle a conclu qu'il n'y a pas d'attente raisonnable de recouvrement. Lorsqu'un actif financier est considéré comme irrécouvrable, la Banque conclut qu'il s'agit d'un indicateur qu'il n'y a pas d'attente raisonnable de recouvrement. La Banque cherche toujours à récupérer les montants qui lui sont légalement dus dans leur intégralité, mais qui ont été totalement ou partiellement passés par pertes et profits en raison de l'absence d'espoir raisonnable de recouvrement total.

## Les titres

Les titres classés dans le portefeuille bancaire sont comptabilisés au coût d'acquisition, avec des dépréciations au plus bas du coût ou de la valeur de marché lorsque l'on s'attend à ce que la dépréciation soit permanente. Les dépréciations de titres sont reprises si le motif de dépréciation n'existe plus.

Les dépréciations temporaires de titres, nettes de reprises, sont comptabilisées dans les dépréciations et les ajustements de valeur des créances et de certains titres, ainsi que dans les dotations aux provisions pour pertes sur prêts.

## Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à leur juste valeur moins l'ajustement au risque conformément à l'article 340e(3) du HGB. La juste valeur s'entend du montant auquel un instrument financier pourrait être échangé dans le cadre d'une transaction courante entre des parties bien informées, consentantes et non liées. Les mesures de la juste valeur n'incluent pas les coûts de transaction. Les gains et les pertes de juste valeur sont inclus dans le résultat net dans le compte de résultat.

La juste valeur des instruments de trésorerie et des instruments financiers dérivés est basée soit sur les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs auxquels la Banque avait accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques, non affectés, soit sur des modèles d'évaluation. Si des modèles d'évaluation sont utilisés pour déterminer la juste valeur, toutes les données des modèles d'évaluation peuvent être observables, directement ou indirectement, ou une ou plusieurs données des modèles d'évaluation peuvent être significatives et non observables. Si la juste valeur ne peut être déterminée, le coût amorti est utilisé conformément à l'article 255(4) du HGB.

Les techniques d'évaluation des instruments de trésorerie dont les données ne sont pas observables varient, mais sont généralement basées sur des techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les produits dérivés de la Banque sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation des produits dérivés (par exemple, des modèles de flux de trésorerie actualisés, des modèles de corrélation et des modèles qui intègrent des méthodologies d'évaluation des options, telles que les simulations de Monte Carlo).

L'évaluation à la juste valeur de certains instruments financiers peut nécessiter des ajustements d'évaluation qu'un acteur du marché exigerait pour parvenir à la juste valeur pour des facteurs tels que la contrepartie et la qualité de crédit de la Banque et du groupe GS, le risque de financement, les restrictions de transfert, la liquidité et les écarts entre les cours acheteur et vendeur. Les ajustements d'évaluation sont généralement basés sur des preuves du marché.

Les ajustements de valorisation font partie intégrante de la détermination de la juste valeur des portefeuilles de produits dérivés et sont utilisés pour ajuster les évaluations du marché intermédiaire produites par les modèles d'évaluation des produits dérivés à l'évaluation du prix de sortie.

Ces ajustements intègrent les écarts entre les cours acheteur et vendeur, le coût des liquidités, les ajustements de la valorisation du crédit, les ajustements de la valorisation de la dette et les ajustements de la valorisation du financement, qui tiennent compte du risque de crédit et de financement inhérent à la partie non collatéralisée des portefeuilles de produits dérivés. La Banque procède également à des ajustements de valorisation des dérivés collatéralisés lorsque les termes de l'accord ne permettent pas à la Banque de livrer ou de redonner en garantie le collatéral reçu.

On utilise généralement des données fondées sur le marché pour calibrer les ajustements d'évaluation aux niveaux de compensation du marché. En outre, pour les dérivés qui comprennent des données non observables significatives, la Banque procède à des ajustements du modèle ou du prix de sortie pour tenir compte de l'incertitude de l'évaluation présente dans la transaction.

Afin de refléter tout risque de réalisation subsistant pour les plus-values non réalisées, le résultat de l'évaluation de la juste valeur est réduit d'un ajustement au risque, qui est déduit des actifs de négociation conformément à l'article 340e(3) du HGB. L'ajustement du risque est basé sur la valeur à risque qui est calculée sur en utilisant une période de détention de dix jours et un niveau de confiance de 99 % pour l'ensemble du portefeuille. En outre, une réserve spéciale liée à la négociation conformément à l'article 340e(4) du HGB est constituée en prélevant au moins 10 % du résultat net de la négociation (après ajustement du risque). Cette réserve doit augmenter jusqu'à ce que la réserve spéciale liée à la négociation corresponde à 50 % de la moyenne sur cinq ans du résultat net de la négociation après ajustement du risque. La réserve peut, entre autres, être utilisée soit pour libérer un montant dépassant le seuil de 50 %, soit pour couvrir des pertes nettes de négociation.

Pour réduire les risques de crédit sur les produits dérivés, la banque peut conclure des accords généraux de compensation ou des accords similaires (collectivement, des accords de compensation) avec des contreparties qui lui permettent de compenser les créances et les dettes avec ces contreparties. En outre, la Banque reçoit et dépose des garanties en espèces et en titres pour ses produits dérivés, sous réserve des conditions des accords de soutien au crédit correspondants ou d'accords similaires (collectivement, les accords de soutien au crédit). Les créances et dettes collatérales sont présentées respectivement en tant qu'autres actifs ou autres passifs. Les créances et les dettes résultant d'accords de prise en pension et d'accords de mise en pension assortis de la même échéance et conclus avec des contreparties qui lui permettent de compenser sont comptabilisées sur une base nette.

### **Les accords de prêt et de rachat de titres**

Les accords de mise en pension de titres sont comptabilisés conformément aux principes applicables de l'article 340b HGB. La Banque continue de comptabiliser au bilan les titres prêtés et les titres vendus dans le cadre d'accords de mise en pension conformément à leur propriété économique, tandis que les titres empruntés et les titres achetés dans le cadre d'accords de mise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan.

### **L'actif et le passif détenus en fiducie**

Les actifs détenus par la Banque en tant que fiduciaire en son nom propre mais pour le compte de tiers sont déclarés dans les actifs détenus en fiducie conformément à l'article 6(3) de règlement sur la présentation des comptes des établissements de crédit et des sociétés financières. Cet actif correspond à une position de passif présentée dans la rubrique « Passifs détenus en fiducie ». L'actif et le passif sont évalués à leur juste valeur initialement et ultérieurement sans impact sur les recettes nettes. Les frais perçus par la Banque pour la prestation de services fiduciaires sont comptabilisés dans les revenus de commissions.

### **Les investissements dans des sociétés affiliées**

Les investissements dans les sociétés affiliées sont comptabilisés à leur coût d'acquisition moins toute dépréciation due à une perte de valeur susceptible d'être permanente. Si les raisons des dépréciations antérieures effectuées ne sont plus applicables, elles sont annulées.

### **Les immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de fabrication, déduction faite de toute dépréciation ou de tout amortissement. Les taux d'amortissement et de dépréciation sont basés sur la durée de vie économique utile de l'actif. Des réductions de valeur sont effectuées pour toute dépréciation susceptible d'être permanente.

La Banque comptabilise les actifs liés aux logiciels développés en interne, comme le permet l'article 248(2) du HGB. La capitalisation des coûts de développement n'est autorisée que si les coûts de développement peuvent être clairement séparés des coûts de recherche et si l'immobilisation incorporelle peut être évaluée individuellement et générera un avantage économique futur. La durée de vie utile des logiciels développés en interne est estimée à trois ans.

### **L'impôt différé**

La Banque comptabilise les impôts différés conformément à l'article 274(1) phrase 2 du Code de commerce allemand. L'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires qui sont apparues, mais ne se sont pas inversées à la date du bilan, lorsque des transactions ou des événements se sont produits à cette date et qu'ils se traduiront par une obligation de payer plus d'impôts ou un droit de payer moins d'impôts à l'avenir, à l'exception des cas suivants :

- Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'il y aura des bénéfices imposables appropriés sur lesquels le renversement futur des différences temporelles sous-jacentes pourra être déduit.
- L'impôt différé est évalué sur une base non actualisée aux taux d'imposition qui devraient s'appliquer aux périodes au cours desquelles les différences temporelles s'inversent, sur la base des taux d'imposition et des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture du bilan

### **Passifs**

Les passifs sont comptabilisés avec leurs montants de règlement. Les obligations nominatives et les billets à ordre émis par la Banque sont comptabilisés à leur valeur nominale et présentés comme des passifs envers des établissements de crédit/clients avec une durée convenue ou un délai de préavis.

### **Unité de valorisation (comptabilité de couverture)**

Dans les cas où, à des fins comptables, des actifs, des passifs, des transactions en attente ou des transactions prévues hautement probables (éléments couverts) et des instruments financiers (instruments de couverture) sont désignés dans une unité d'évaluation pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert, les règles générales d'évaluation ne sont pas appliquées. La Banque utilise << la méthode du gel >> (freeze method), ce qui signifie que les variations de valeur compensatoires liées au risque couvert ne sont pas enregistrées et que les variations négatives de la juste valeur liées au même type de risque ne sont pas comptabilisées pendant la période

de la couverture, à moins qu'une perte nette, c'est-à-dire une inefficacité négative, ne survienne et ne soit comptabilisée en tant que provision pour pertes imminentes.

### Provisions

Les provisions sont évaluées au montant du règlement considéré comme nécessaire selon un jugement commercial raisonnable. Les provisions dont la durée résiduelle est supérieure à un an sont actualisées au taux d'intérêt moyen du marché des sept dernières années en fonction de leur durée résiduelle.

Le taux d'actualisation applicable est déterminé et publié par la Banque centrale allemande (Deutsche Bundesbank) conformément à l'ordonnance allemande sur l'actualisation.

Les provisions pour pensions sont évaluées selon la méthode des unités de crédit projetées. La base de l'évaluation est l'allocation périodique de l'obligation de prestation au cours de la période de service de l'employé, la valeur actuelle de cette obligation est calculée à l'aide d'hypothèses actuarielles. Les hypothèses actuarielles reflètent la juste valeur des flux de trésorerie (taux d'intérêt actuariel) et la probabilité des paiements (hypothèses de mortalité, hypothèses de fluctuation et hypothèses de retraite anticipée, etc.) La composante des charges d'intérêt et l'effet des variations du taux d'intérêt sont comptabilisés dans les autres charges d'exploitation.

La Banque a financé le régime de retraite à prestations définies à l'aide d'actifs détenus séparément de ceux de la Banque dans le cadre d'un contrat de fiducie (Contractual Trust Arrangement - CTA) géré par les administrateurs. Les actifs du régime ont été compensés par l'obligation de pension conformément à l'article 246, paragraphe 2, phrase 2 HGB. Les provisions pour pensions sous-financées sont comptabilisées dans le bilan en tant que provisions pour pensions. Le produit net/la charge nette résultant de la compensation des gains sur les actifs du plan et les charges d'intérêt sur le plan de pension sont comptabilisés dans les autres produits/charges d'exploitation.

Les provisions pour les rémunérations fondées sur des actions sont comptabilisées à partir de la date d'attribution jusqu'à la date de livraison et sont évaluées en décembre 2024 avec le cours de l'action de Group Inc.

Une provision potentielle requise pour le risque de taux d'intérêt aux fins de l'évaluation sans perte a été évaluée pour tous les instruments financiers porteurs d'intérêts dans le portefeuille non commercial en utilisant la méthode de la valeur actuelle. L'évaluation a montré qu'il n'était pas nécessaire de comptabiliser une provision pour pertes anticipées.

Les provisions pour pertes en suspens résultant d'opérations dérivées en cours dans le portefeuille bancaire (contrats onéreux) sont comptabilisées à leur valeur actuelle à la date d'établissement du rapport.

### Conversion des devises

Les actifs et passifs libellés en devises étrangères ont été convertis en euros à la date du bilan en utilisant les taux de conversion des devises du groupe GS. Les charges et les produits sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur au moment de la transaction. La Banque comptabilise les variations de change du portefeuille de négociation dans le résultat net des opérations de négociation. Les contrats de change à terme du portefeuille de négociation sont évalués à leur juste valeur. En raison de la couverture spécifique dans la même devise, les profits et pertes résultant de la conversion des devises dans le portefeuille non commercial sont comptabilisés en résultat dans autres produits et charges d'exploitation.

### Actions

Le capital social ordinaire est comptabilisé à la valeur nominale et est entièrement libéré.

### Notes sur le bilan

Note 3.

### Échéance résiduelle des créances et des engagements

Les tableaux ci-dessous présentent les autres créances de la Banque sur les établissements de crédit et les créances sur les clients par échéance attendue.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
D'autres créances sur des établissements de crédit		
Avec une durée de vie résiduelle de :		
Jusqu'à trois mois	3 043 €	1 003 €
Plus d'un an jusqu'à cinq ans	143	13



Total	3 186 €	1 016 €
(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Créances de clients		
Avec une durée de vie résiduelle de :		
Jusqu'à trois mois	29 417 €	17 234 €
Plus de trois mois jusqu'à un an	162	19
Plus d'un an jusqu'à cinq ans	2 778	921
Plus de cinq ans	173	183
Total	32 530 €	18 357 €

Dans le tableau ci-dessus, les créances sur les clients n'incluent pas les soldes à durée indéterminée. Les tableaux ci-dessous présentent les engagements de la Banque envers les établissements de crédit et les clients à terme ou à préavis par échéance prévue.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Dettes envers des établissements de crédit à terme ou avec préavis		
Avec une durée de vie résiduelle de :		
Jusqu'à trois mois	3 €	79 €
Plus de trois mois jusqu'à un an	1 098	1 103
Plus d'un an jusqu'à cinq ans	14 574	8 594
Plus de cinq ans	4 800	800
Total	20 475 €	10 576 €
Autres dettes envers les clients à terme ou avec préavis		
Avec une durée de vie résiduelle de :		
Jusqu'à trois mois	19 759 €	20 502 €
Plus de trois mois jusqu'à un an	285	65
Plus d'un an jusqu'à cinq ans	69	121
Plus de cinq ans	65	70
Total	20 178 €	20 758 €

Note 4.

#### **Créances et engagements avec des sociétés affiliées**

Le tableau ci-dessous présente les créances et les dettes de la Banque avec les sociétés affiliées.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Créances sur des établissements de crédit	3 055 €	1 189 €
Créances de clients	26 167 €	15 687 €
Dettes envers les établissements de crédit	19 475 €	9 453 €
Passifs envers les clients	28 535 €	24 717 €
Dettes subordonnées	20 €	20 €

Dans le tableau ci-dessus :

- Les créances sur les clients et les dettes envers les clients comprennent principalement des soldes avec une société de courtage affiliée, Goldman Sachs International (GSI).
- Les dettes envers les établissements de crédit proviennent principalement de l'entreprise mère immédiate de la Banque, GS Bank USA,, et comprennent 4,80 milliards d'euros d'emprunts éligibles au MREL.

Note 5.

#### **Accords de mise en pension**

La valeur comptable des actifs transférés dans le cadre d'accords de mise en pension figurant au bilan dans les dettes commerciales, les dettes envers les établissements de crédit et les dettes envers les clients au mois de décembre 2024 était de 10,02 milliards d'euros (décembre 2023 : 10,08 milliards d'euros).

Note 6.

#### **Obligations et autres titres à revenu fixe**

Les obligations et autres titres à revenu fixe d'une valeur de 5 millions d'euros à partir de décembre 2024 ne sont pas cotés et ne sont pas exigibles pour la période de rapport suivante.

Note 7.

#### **Actions et autres titres à revenu variable**

Les actions et autres titres à rendement variable d'une valeur de 11 millions d'euros en décembre 2024 ne sont pas cotés et ne sont pas exigibles au cours de la période suivante.

En 2024, la Banque a converti un prêt de 30 millions d'euros en actions et autres titres à rendement variable dans le cadre d'un exercice de restructuration. Les actions et autres titres à rendement variable ont été dépréciés de 19 millions d'euros au cours de l'année 2024.

Note 8.

#### **Actifs et passifs détenus à des fins de transaction**

Les critères relatifs à la désignation des instruments financiers en tant qu'actifs et passifs de transaction n'ont pas changé au cours de la période de référence.

Le tableau ci-dessous présente les actifs de négociation de la Banque.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Les instruments dérivés	16 614 €	11 287 €
Les créances	8 661	11 687
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 015	11 881
Actions et autres titres à revenu variable	11 292	9 360
Ajustement des risques conformément à l'article 340e(3) HGB	-18	-34
<b>Total</b>	<b>49 564 €</b>	<b>44 181 €</b>

Le tableau ci-dessous présente les passifs de transaction de la Banque.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Les instruments dérivés	12 826 €	8 452 €
Passifs	15 149	12 415
<b>Total</b>	<b>27 975 €</b>	<b>20 867 €</b>

Dans les tableaux ci-dessus :

- Les créances comprennent principalement les contrats de revente du portefeuille de négociation et les titres de créance des entreprises.
- Le passif comprend essentiellement des obligations et d'autres titres à revenu fixe ainsi que des contrats de mise en pension du portefeuille de négociation.
- En 2024, la Banque a mis à jour sa présentation des dérivés négociés en bourse qu'elle compense principalement pour le compte de clients auprès d'organismes centraux de compensation, en les présentant dans les actifs et passifs dérivés. L'impact de la prise en compte de ces transactions aurait été une augmentation des actifs dérivés et des passifs de 4,93 milliards d'euros en décembre 2023.
- Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction au 31 décembre 2024 comprennent la compensation des justes valeurs positives de 138,67 milliards d'euros avec les justes valeurs négatives de 138,67 milliards d'euros sur

les instruments financiers détenus à des fins de transaction avec la compensation des garanties en espèces associées sur les actifs de 9,80 milliards d'euros et les passifs de 13,81 milliards d'euros.

Les opérations à terme en cours à la date du bilan ont été exécutées presque exclusivement pour couvrir les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change et des prix du marché dans le cadre des activités commerciales.

Le tableau ci-dessous présente les produits dérivés notionnels du portefeuille de négociation et du portefeuille bancaire, qui sont principalement des swaps et des contrats à terme.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Produits OTC		
Taux d'intérêt	8 399 €	10 858 €
Crédit	407	341
Monnaie	813	833
Produit	62	57
Actions	237	135
Les produits cotés	191	91
Total	10 109 €	12 315 €

Dans le tableau ci-dessus, les produits de gré à gré comprennent un notionnel pour les dérivés du portefeuille bancaire de 73,93 milliards d'euros au décembre 2024, principalement dans le domaine des devises (décembre 2023 : 43,25 milliards d'euros).

Note 9.

#### **Actifs et passifs détenus en fiducie**

La Banque agit en tant qu'opérateur de plate-forme, registraire, preneur ferme, dépositaire et agent payeur pour certaines émissions de dette numérique en Europe. L'obligation de la Banque de protéger les émissions de dette numérique pour les utilisateurs de la plate-forme de conservation est comptabilisée dans les Passifs détenus en fiducie ainsi qu'un actif correspondant dans les Actifs détenus en fiducie dans le bilan.

Note 10.

#### **Actifs non courants**

Les actifs non courants comprennent les immobilisations incorporelles, les actifs fixes et les investissements dans les sociétés affiliées.

Le tableau ci-dessous présente les immobilisations incorporelles et de la Banque.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Actifs incorporels	36 €	8 €
Amélioration locative	15	13
Le mobilier et le matériel de bureau	2	3
Autres	7	4
Immobilisations	24	20
Total	60 €	28 €

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des actifs incorporels et immobilisés de la Banque au cours de l'année.

(En millions d'euros.)	Actifs incorporels développés à l'interne	Immobilisations
Coût d'acquisition		
Au décembre 2024	12 €	67 €
Ajouts	26	11

Transferts	20	—
Au décembre 2024	58 €	78 €
L'amortissement cumulé		
Au décembre 2024	4 €	47 €
La charge de la période	10	7
Transferts	8	—
Au décembre 2024	22 €	54 €
Valeur aux livres		
Au décembre 2024	36 €	24 €
Au décembre 2024	8 €	20 €

Le tableau ci-dessous présente les entreprises non cotées en bourse que la Banque détient à plus de 20 %.

(En milliers d'euros.)	Actions	Bénéfice net en 2023
Goldman, Sachs & Co. Verwaltungs GmbH	26 €	11 €
Goldman, Sachs Management GP GmbH	25 €	10 €
Goldman Sachs GIVES GmbH	25 €	34 €

Dans le tableau ci-dessus, toutes les sociétés sont enregistrées à Francfort-sur-le-Main et la Banque est actionnaire unique.

Note 11.

### Autres actifs et passifs

Le tableau ci-dessous présente les autres actifs de la Banque par type

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
L'activité dérivée listée	3 917 €	2 393 €
Les garanties octroyées	3 353	2 593
Contributions au fonds de défaillance	457	352
Les créances de nature fiscale	197	97
Les créances diverses entre autres	520	734
Total	8 444 €	6 169 €

Le tableau ci-dessous présente les autres engagements de la Banque par type.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
L'activité dérivée listée	2 277 €	2 217 €
Garanties reçues	1 315	1 828
Créanciers divers entre autres	461	766
Total	4 053 €	4 811 €

Dans les tableaux ci-dessus :

- L'activité dérivée cotée en bourse reflète les créances et les dettes liées aux contrats à terme.
- Les garanties déposées et les garanties reçues, principalement, comprennent des garanties liées à des transactions de dérivés de gré à gré.
- Les contributions au fonds de défaillance sont maintenues par divers organismes centraux de compensation dont la Banque est membre.
- Les créances/paiements divers et autres, principalement, comprennent les créances/paiements de/aux sociétés affiliées du groupe GS liés aux accords de partage des revenus en vertu desquels la Banque reçoit des revenus de et transfère des revenus à d'autres sociétés affiliées du groupe GS.

Note 12.

**Les actifs d'impôts différés**

Les actifs d'impôt différé comptabilisés au bilan résultent principalement de différences temporaires relatives aux rémunérations et avantages, y compris les rémunérations fondées sur des actions, les obligations de pension, le goodwill et les provisions pour pertes sur prêts. Les impôts différés du siège social sont évalués en utilisant le taux d'imposition combiné allemand de 32,0 %, qui comprend l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle et la surtaxe de solidarité applicable à la Banque. Les impôts différés dans les succursales étrangères sont évalués en utilisant les taux d'imposition applicables qui varient de 13 % à 30 %.

En décembre 2024, les actifs d'impôts différés présentés au bilan s'élevaient à 103 millions d'euros (décembre 2023 : 109 millions d'euros).

Note 13.

**Volumes en devises**

Le tableau ci-dessous présente les actifs et les passifs de la Banque libellés en devises étrangères.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Actifs	39 567 €	24 583 €
Passifs	40 550 €	22 538 €

Note 14.

**Unités d'évaluation**

Les obligations nominatives, les billets à ordre et les swaps de taux d'intérêt compensatoires d'une valeur nominale de 75 millions d'euros en décembre 2024 (décembre 2023 : 100 millions d'euros) ont été désignés comme unités d'évaluation pour toute leur durée. Conformément à l'article 285, paragraphe 19, du HGB, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est déterminée selon l'approche du marché.

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable et la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui sont inclus dans les créances sur les clients, les autres actifs, les dettes envers les clients et les autres dettes dans le bilan.

(En millions d'euros.)	Valeur comptable	Valeur de marché
Au décembre 2024		
Actif	5 €	6 €
Liability	—	—
Au décembre 2023		
Asset	5 €	6 €
Passif	—	(1)

Le montant du risque de taux d'intérêt couvert est de 1 million d'euros en décembre 2024 (décembre 2023 : 1 million d'euros) et représente l'augmentation cumulative nette de la juste valeur des actifs/augmentations des passifs qui n'ont pas été comptabilisés dans le compte de résultat, après prise en compte des couvertures.

Note 15.

**Passifs titrisés**

Les passifs titrisés représentent des certificats de dépôt émis aux contreparties externes.

Le tableau ci-dessous présente les engagements titrisés de la Banque par échéance restante.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Passifs titrisés		
Avec une durée de vie résiduelle de :		
Jusqu'à trois mois	123 €	508 €

Plus de trois mois jusqu'à un an	535	959
Total	658 €	1 467 €

## Note 16.

**Provisions pour pensions et engagements similaires****Les régimes de pension**

La Banque finance un régime de retraite à prestations définies en Allemagne (le régime) qui est une promesse de pension directe faite par la Banque aux employés. Le plan prévoit des prestations de retraite sur la base du salaire final des membres, l'âge normal de la retraite étant fixé à 65 ans pour la plupart des membres (et à 67 ans pour les membres qui ont rejoint la banque après le 30 septembre 2012). Le plan a été fermé aux nouveaux participants à compter du 31 décembre 2013.

Le plan a été financé par la Banque en 2024 avec des actifs de 81 millions d'euros qui sont détenus séparément de ceux de la banque dans un CTA qui est géré par les fiduciaires. Les administrateurs du CTA sont les propriétaires légaux des actifs, mais la responsabilité de définir la stratégie d'investissement et de déterminer des besoins de financement futurs incombe à la Banque.

Le plan est régi par la loi allemande sur les pensions professionnelles et est géré et administré par la Banque au nom des membres et des bénéficiaires, par l'intermédiaire d'un consultant qualifié en matière de pensions, conformément aux termes de la promesse du plan de pension et à la législation pertinente. La Banque a le droit de confier la gestion des actifs à un tiers (c'est-à-dire à un gestionnaire fiduciaire) mais conserve le contrôle stratégique des actifs.

Une évaluation actuarielle complète du régime a été effectuée par un actuaire indépendant qualifié en décembre 2024 en utilisant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des données relatives aux affiliés au 30 novembre 2024.

Le taux d'intérêt actuariel est basé sur le taux d'intérêt moyen des dix dernières années. La différence selon l'article 253(6) phrase 1 HGB, en appliquant le taux d'intérêt moyen des sept dernières années par rapport au taux d'intérêt moyen des dix dernières années, était de 0 million d'euros (2023 : 4 millions d'euros).

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses actuarielles utilisées dans le calcul.

	Au décembre	
	2024	2023
La biométrie	Les tables de mortalité Heubeck 2018 G	Les tables de mortalité Heubeck 2018 G
Le taux d'intérêt technique	1,93 %	1,90 %
Dynamique des paiements éligibles	3,25 %	3,25 %
Dynamique du plafond des cotisations de sécurité sociale du régime de pension légal	3,00 %	3,00 %
Dynamique des adaptations des pensions actuelles (inflation taux p.a.)	1,00 % pour les engagements après le 1 <sup>er</sup> décembre 2007, sinon 2,10 %	1,00 % pour les engagements après le 1 <sup>er</sup> décembre 2007, sinon 2,21 %

Le tableau ci-dessous présente les actifs et les passifs du régime et la provision nette pour les pensions.

(En millions d'euros.)	L'exercice se terminant en décembre	
	2024	2023
Les actifs du régime	81 €	—
Les passifs du régime	-113	-112
La provision pour pensions	-32 €	-112 €

Dans le tableau ci-dessus :

- La Banque a financé les actifs du régime sur la base de l'évaluation actuarielle prévue par la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».
- Les actifs du régime ont été compensés par les passifs du régime conformément à l'article 246, paragraphe 2, phrase 2, du HGB.
- Les actifs du régime étaient détenus en espèces à la date du 2024.

Le tableau ci-dessous présente la compensation des charges d'intérêt sur les passifs du régime et les gains sur les actifs du régime

(En millions d'euros.)	L'exercice se terminant en décembre	
	2024	2023
Charges d'intérêt sur les pensions	1,2 €	1,6 €
Gains sur les actifs du régime	-0,2	—
Charges d'exploitation nettes	1,0 €	1,6 €

### Provision pour autres régimes d'avantages à long terme du personnel

La Banque maintient un plan séparé d'avantages à long terme pour les employés avec des actions et d'autres titres à revenu variable qui sont exclusivement détenus pour remplir l'obligation du plan d'avantages à long terme pour les employés.

En décembre 2024, la juste valeur des actifs était de 39 millions d'euros (décembre 2023 : 39 millions d'euros), ce qui a été compensé par l'engagement du plan d'avantages sociaux conformément à l'article 246(2) phrase 2 du HGB. Il n'y a pas de montant excédentaire résultant de la compensation des actifs d'avec les obligations.

Note 17.

### Autres provisions

Le tableau ci-dessous présente les autres provisions de la Banque par type

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Rémunération et avantages sociaux	529 €	423 €
Pertes considérables	7	15
Provision pour dépréciation des engagements de prêts irrévocables non financés	16	13
Charges à payer entre autres	52	44
Total	604 €	495 €

Dans le tableau ci-dessus :

- Les rémunérations et avantages comprennent une provision pour les rémunérations fondées sur des actions.
- Les pertes onéreuses se rapportent à la valeur actuelle négative des dérivés dans le portefeuille bancaire, avec une échéance d'un jour. Les plus-values latentes correspondantes sur les produits dérivés dans le livre bancaire n'ont pas été comptabilisées conformément à l'article 252(1) No. 4.

Note 18.

### Dette subordonnée

La dette subordonnée a été accordée pour une période indéterminée par Group Inc. et est restée inchangée au cours de la période de référence. Le taux d'intérêt sur la dette subordonnée est de 3 mois EURIBOR plus 210 points de base. La banque a payé des intérêts sur la dette subordonnée de 1,2 million d'euros pour 2024 et de 1,1 million d'euros pour 2023. Il n'existe pas d'obligation de remboursement anticipé.

Note 19.

### Capitaux propres

#### Capital en actions ordinaires

L'actionnaire unique de la Banque est GS Bank USA, avec siège social à New York, New York, États-Unis. Le tableau ci-dessous présente le capital social ordinaire de la Banque.

Au décembre 2024	328 642.800
Au décembre 2024	328 642.800

**Réserve de capital**

La réserve de capital est restée inchangée à 10,60 milliards d'euros.

**Réserves de bénéfices**

Le tableau ci-dessous présente la réserve bénéficiaire de la Banque.

(En millions d'euros.)	
Au décembre 2024	1 156 €
Affectation des réserves de bénéfices	599
Dont : ajout du bénéfice distribuable de l'année précédente	599
Au décembre 2024	1 755 €

**Notes sur le compte des résultats**

Note 20.

**Ventilation des revenus par marchés géographiques**

Le tableau ci-dessous présente le montant total des revenus d'intérêts, des revenus de commissions, du résultat net des opérations de négoce et des autres revenus d'exploitation de la Banque, ventilés par marchés géographiques conformément à l'article 34 (2) n° 1 de la RechKredV.

(En millions d'euros.)	L'exercice se terminant en décembre	
	2024	2023
L'Europe	4 634 €	3 444 €
Les Amériques	400	432
L'Asie	89	88
Total	5 123 €	3 964 €

Note 21.

**Autres produits et charges d'exploitation**

Le tableau ci-dessous présente les autres revenus d'exploitation de la Banque.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Remboursements de services des sociétés affiliées au groupe GS	39 €	26 €
Autres	12	24
Total	51 €	50 €

Dans le tableau ci-dessus, le terme « autres » comprend principalement :

- Revenu du transfert des activités de gestion d'actifs de la Banque à GSAM BV de 6 millions d'euros (2023 : 20 millions d'euros).
- Un revenu de 6 millions d'euros provenant du transfert de certains employés de la succursale de la Banque à Londres à GSI. La Banque et GSI avaient convenu que, lorsqu'il n'était pas approprié de redéployer certains employés dans l'Union européenne, ils pourraient être transférés à GSI et que la Banque serait indemnisée pour tout transfert de valeur sur la durée de vie de la succursale, en considérant tous les transferts individuels d'employés dans leur globalité. La Banque a également transféré certains actifs et passifs associés aux employés à GSI avec une valeur nette d'inventaire de 3 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous présente les autres frais d'exploitation de la Banque.



(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Charges d'intérêt sur les passifs du régime de retraite, nettes des gains sur les actifs du régime	1 €	2 €
Conversion des devises	2	1
Revenus nets réalisés sur les produits dérivés du portefeuille bancaire	1	4
Autres	1	1
Total	5 €	8 €

Note 22.

**Charge d'impôts**

Les règles du modèle mondial de lutte contre l'érosion de la base d'imposition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (deuxième pilier) visent à garantir que les multinationales dont les revenus dépassent 750 millions d'euros paient un taux effectif minimum d'imposition des sociétés de 15 % dans chaque juridiction où elles opèrent. L'Allemagne et d'autres juridictions dans lesquelles la Banque a une succursale à l'étranger ont adopté certaines parties du deuxième pilier à compter de l'exercice financier commençant le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Les règles du deuxième pilier n'ont pas eu d'incidence sur le taux d'imposition effectif de la Banque Conformément à l'article 274, paragraphe 3, du HGB, la comptabilisation et l'évaluation des impôts différés ne tiennent pas compte des différences résultant de l'application du deuxième pilier.

**Autres informations**

Note 23.

**Montants bloqués au titre de la distribution des bénéfices**

Le tableau ci-dessous présente les montants bloqués sur la distribution des bénéfices conformément aux articles 253(6) et 268(8) du HGB.

(En millions d'euros.)	Au décembre	
	2024	2023
Les actifs d'impôts différés bruts	118 €	114 €
Actifs incorporels développés à l'interne	36	8
La différence résultant de l'actualisation des provisions pour engagements de pensions	—	4
Total	154 €	126 €

Dans le tableau ci-dessus, les actifs d'impôts différés bruts s'écartent de la position correspondante du bilan qui inclut les passifs d'impôts différés

Note 24.

**Distribution des bénéfices**

Le Conseil d'administration et de surveillance proposeront que le résultat net de 597 millions d'euros pour 2024 soit transféré aux réserves de bénéfices lors de l'Assemblée générale annuelle du 23 mai 2025. Le résultat net de 2023, soit 599 millions d'euros, a été transféré à la réserve de bénéfices lors de l'assemblée générale annuelle du 17 mai 2024.

Note 25.

**Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie est préparé en utilisant la méthode indirecte et montre la composition et l'augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans l'exercice financier.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent le solde de la trésorerie de la Banque détenue auprès des banques centrales (à vue) et ne sont soumis à aucune restriction en matière de cession.

La Banque détient également des dépôts de banque centrale (au jour le jour) de 10,59 milliards d'euros auprès de la Deutsche Bundesbank en décembre 2024 (décembre 2023 : 14,71 milliards d'euros), qui sont comptabilisés dans les créances sur les établissements de crédit.

Les paiements reçus au titre de la cession d'activités représentent la contrepartie reçue par la Banque pour le transfert de ses activités de gestion d'actifs à GSAM BV.

Les paiements pour les investissements en actifs incorporels comprennent une contrepartie payée de €18 millions pour l'achat d'actifs incorporels représentant certains contrats de gestion de patrimoine transférés d'une filiale du groupe GS que la Banque avait comptabilisés en 2023.

Note 26.

### Opérations hors bilan

Le tableau ci-dessous présente les transactions hors bilan de la Banque.

(En millions d'euros.)	L'exercice se terminant en décembre	
	2024	2023
Engagements de prêt irrévocables	10 426 €	7 117 €
Les accords garantis	34 344	21 647
Financements garantis	22 977	18 084
Autres engagements	304	411
Total	68 051 €	47 259 €

La Banque est à l'origine d'un certain nombre de prêts bancaires qui sont détenus en tant que risque principal. La Banque détient également des prêts bancaires qui sont sous-participés à des sociétés affiliées au groupe GS et aux institutions tierces. La partie non financée de ces accords, pour laquelle des liquidités n'ont pas été déposées auprès de la Banque pour garantir l'engagement non tiré, est présentée ci-dessus dans les engagements de prêt. Les risques découlant de ces transactions sont pris en compte dans les calculs de dépréciation et les provisions correspondantes sont comptabilisées. Les accords garantis comprennent les contrats de revente à terme et les contrats d'emprunt de titres, et les financements garantis comprennent les contrats de mise en pension à terme et les contrats de prêt garantis qui se règlent à une date future, généralement dans un délai de trois jours ouvrables. Les accords garantis comprennent également des transactions dans le cadre desquelles la Banque s'est engagée à fournir des financements conditionnels à ses clients et contreparties par le biais d'accords de revente. Le financement de ces engagements par la Banque dépend de la satisfaction de toutes les conditions contractuelles de l'accord de revente et ces engagements peuvent expirer sans avoir été utilisés.

Les autres engagements concernent principalement des engagements de garantie et des engagements de location.

#### Les garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Banque fournit des garanties financières des obligations de tiers qui peuvent prendre la forme de lettres de crédit de soutien ou d'autres garanties afin de permettre aux clients de mener à bien des transactions. La Banque a des passifs éventuels liés aux contrats de garantie financière souscrits pour un montant de 746 millions d'euros en décembre 2023.

La Banque a également reçu une garantie de Group Inc. concernant des transactions conclues avec certaines de ses contreparties pour un montant maximum de 7,0 milliards de dollars d'exposition en cas de défaillance. Au décembre 2024, 2,7 milliards de dollars de la garantie étaient utilisés (décembre 2023 : non utilisés).

Note 27.

### Rapport sur les événements ultérieurs

Aucun problème pertinent susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière de la Banque n'est survenu après la fin de la période de référence.

Note 28.

### Honoraires d'audit

Le tableau ci-dessous présente les honoraires du commissaire aux comptes de la banque, qui sont inclus dans les autres frais d'administration.

(En millions d'euros.)	L'exercice se terminant en décembre	
	2024	2023
Honoraires d'audit	3,9 €	4,5 €
Autres services liés à l'audit	0,5	0,6
Total	4,4 €	5,1 €

Dans le tableau ci-dessus, les autres services liés à l'audit concernent l'audit des informations financières non statutaires de la Banque préparées dans le but limité de soutenir les dépôts réglementaires et l'examen du rapport non financier.

Note 29.

### Conseil d'administration et de surveillance

#### Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente les membres du conseil d'administration qui ont exercé leurs fonctions tout au long de l'année et jusqu'à la date du présent rapport, sauf indication contraire.

Nom
Wolfgang Fink, Directeur Général (Président)
Robert Charnley, Directeur administratif
Peter Hermann, Ventes FICC et actions, Gestion de fortune privée
Lear Janiv, Négociation FICC et actions
Jonathan Bury, Directeur d'exploitation (nommé le 24 août 2024)
Michael Holmes, Directeur financier
Michael Trokoudes, Directeur des risques (nommé le 1 <sup>er</sup> août 2024)
Thomas Degn-Petersen, Directeur des opérations (démission le 23 août 2024)
Hei Man Lo, Directeur des risques (démission le 15 mars 2024)

La rémunération totale des membres du Conseil d'administration pour 2024 était de 30,3 millions d'euros (2023 : 23,1 millions d'euros), y compris 26 361 unités d'actions restreintes (2023 : 26 925) avec une juste valeur de 14,2 millions d'euros (2023 : 8,8 millions d'euros) à leur date d'attribution.

La publication des informations requises en vertu de l'article 285 no. 9 lettre b HGB n'a pas été fournie par la banque comme le permet la disposition exceptionnelle de l'article 286 no. 4 HGB. Aucune avance ni aucun prêt n'ont été accordés aux membres du conseil d'administration de au cours de la période de référence.

#### Le Conseil de surveillance

Le tableau ci-dessous présente les membres du conseil de surveillance qui ont exercé leurs fonctions tout au long de l'année et jusqu'à la date du présent rapport, sauf indication contraire.

Nom
John F.W. Rogers, Directeur Général (Président)
Richard J. Gnodde, Directeur Général (Vice-président)
Lisa Donnelly, Directrice Générale
Monique Rollins, Directrice Générale
Simon Morris, Gestionnaire de fonds d'investissement
Ulrich Pukropski, Auditeur certifié allemand
Dr. Wolfgang Feuring, Avocat
Manuela Better, Directrice Générale du Family Office (nommée le 7 mars 2024)
Efthalia Chryssikou, Directrice Générale (démissionné le 22 juillet 2024)

Quatre membres du conseil de surveillance ont reçu de la Banque une rémunération de 0,6 million d'euros pour 2024 (2023 : 0,5 million d'euros). Aucune avance ni aucun prêt n'ont été accordés aux membres du conseil de surveillance de au cours de la période de référence.

Note 30.

**Effectifs**

Le tableau ci-dessous présente les effectifs moyens de la Banque.

	L'exercice se terminant en décembre	
	2024	2023
Banque d'investissement	315	298
FICC et actions	341	329
Gestion des investissements	137	175
Fonctions de support	311	272
L'effectif moyen total	1 104	1 074

**Rapport pays par pays**

Le tableau ci-dessous présente une ventilation du siège de la Banque à Francfort et des succursales de la Banque conformément à l'article 26a (1) phrase 2 du KWG, où les recettes nettes correspondent à la somme des revenus d'intérêts, des charges d'intérêts, des revenus de commissions, des charges de commissions et du résultat net des opérations de négoce. Tous les chiffres présentés sont en millions d'euros, à l'exception des effectifs qui, à l'adresse, indiquent le nombre d'employés en équivalent temps plein à compter de décembre 2024. Toutes les succursales de la Banque sont actives dans les activités de banque d'investissement, de FICC, d'actions et de gestion des investissements, sauf indication contraire.

Nom	Nom commercial	L'entreprise	Lieu	2024			
				Revenus nets	Effectifs	Bénéfice avant impôt	Impôts sur le résultat
GSBE Germany	GSBE	Tout	Frankfurt, Allemagne	822 €	384	427 €	157 €
GSBE Amsterdam Branch	GSBE Amsterdam Branch	La gestion d'investissements privés et de la banque d'affaires	Munich, Allemagne	27	22	11	4
GSBE Athens Branch	GSBE Athens Branch	Banque d'investissement	Amsterdam, Pays-Bas	7	3	3	1
GSBE Copenhagen Branch, succursale de Goldman Sachs Bank Europe SE, Allemagne	GSBE Copenhagen Branch	Tout	Athènes, Grèce	22	7	11	3
GSBE	GSBE Dublin Branch	Gestion des investissements	Copenhague, Danemark	3	9	1	—
GSBE London Branch	GSBE London Branch	Dormant	Dublin, Irlande	26	—	—	-2
GSBE Luxembourg Branch	GSBE Luxembourg Branch	Gestion des investissements	London, UK	27	18	18	5
GSBE Sucursal en España	GSBE Madrid Branch	Tout	Luxembourg	53	48	18	8
GSBE Succursale Italia	GSBE Milan Branch	Tout	Madrid, Espagne	170	87	51	22
GSBE Succursale de Paris	GSBE Paris Branch	Tout	Milan, Italie	677	352	324	82
GSBE Sweden Bankfilial	GSBE Stockholm Branch	Tout	Paris, France	38	69	14	2
GSBE Spółka Europejska Oddział w Polsce	GSBE Warsaw Branch	Banque d'investissement	Stockholm, Suède	1	183	1	—
Total			Warsaw, Pologne	1 873 €	1 182	879 €	282 €

Il n'y a pas eu de subventions publiques au cours de la période de référence, conformément à la section 26a, phrase 2 n° 6. Le rendement des actifs, calculé comme un ratio du revenu net sur le total des actifs, était de 0,6 % pour 2024 et a diminué de 0,7 % pour 2023.

Frankfurt am Main, le 27 mars 2025  
Goldman Sachs Bank Europe SE

Le conseil d'administration  
Dr. Wolfgang Fink  
Robert Charnley  
Peter Hermann  
Lear Janiv  
Jonathan Bury  
Michael Holmes

Michael Trokoudes

## **Rapport du vérificateur indépendant**

À l'attention de Goldman Sachs Bank Europe SE, Francfort-sur-le-Main

### **Rapport relatif à l'audit des états financiers annuels et du rapport de gestion**

#### **Opinions d'audit**

Nous avons audité les états financiers annuels de Goldman Sachs Bank Europe SE, comprenant le bilan arrêté au 31 décembre 2024, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes aux états financiers, incluant la présentation des méthodes comptables retenues pour la reconnaissance et l'évaluation. En outre, nous avons audité le rapport de gestion de la Société relatif à l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024. Nous n'avons pas audité les éléments du rapport de gestion mentionnés dans la section « Autres informations » de notre rapport d'audit.

À notre avis, sur la base des travaux d'audit réalisés :

- les états financiers annuels joints sont, dans tous leurs aspects significatifs, conformes aux dispositions du droit commercial allemand applicables aux sociétés par actions, et donnent une image fidèle de la situation patrimoniale, financière et des résultats de la Société au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables légalement requis en Allemagne ; et
- le rapport de gestion joint, pris dans son ensemble, rend compte de manière appropriée de la situation de la Société. Dans tous ses aspects significatifs, ce rapport est cohérent avec les états financiers annuels, conforme aux exigences légales allemandes, et présente de façon adéquate les opportunités et les risques liés à l'évolution future. Notre opinion d'audit sur le rapport de gestion ne porte pas sur les éléments figurant dans la section « Autres informations ».

Conformément à l'article 322, paragraphe 3, alinéa 1 du HGB, nous déclarons que notre audit n'a révélé aucune réserve quant à la régularité juridique des états financiers annuels et du rapport de gestion.

#### **Fondement des jugements d'audit**

Nous avons réalisé notre audit des états financiers annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 317 du HGB et au Règlement européen sur l'audit (n° 537/2014, ci-après le « Règlement Audit UE »), ainsi qu'aux normes d'audit généralement reconnues en Allemagne pour les audits des états financiers, telles que publiées par l'Institut des réviseurs comptables allemands (IDW) [Institut der Wirtschaftsprüfer in Deutschland]. Nos responsabilités en vertu de ces exigences et principes sont décrites de manière plus détaillée dans la section « Responsabilités du vérificateur concernant l'audit des états financiers annuels et du rapport de gestion » de notre rapport d'audit. Nous sommes indépendants de la Société conformément au droit européen, au droit commercial allemand et aux règles professionnelles applicables, et nous avons rempli nos autres obligations professionnelles conformément à ces dispositions. En outre, conformément à l'article 10, paragraphe 2, point f), du Règlement Audit UE, nous déclarons n'avoir fourni aucun service non audit interdit par l'article 5, paragraphe 1, dudit règlement. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers annuels et le rapport de gestion.

#### **Points clés de l'audit relatifs aux états financiers annuels**

Les points clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus significatifs lors de notre audit des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Ces points ont été abordés dans le cadre de notre audit global des états financiers annuels, et ont contribué à former notre opinion d'audit sur ces états pris dans leur ensemble ; nous n'exprimons donc pas d'opinion distincte sur ces points.

#### **Évaluation des instruments financiers**

#### **Informations connexes figurant dans les états financiers et le rapport de gestion**

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de négociation figurant à l'actif s'élevait à 49 564 millions d'euros, tandis que celui figurant au passif atteignait 27 975 millions d'euros. Ce portefeuille se caractérise principalement par des positions sur des instruments financiers dérivés (16 614 millions d'euros à l'actif et 12 826 millions d'euros au passif), des obligations et autres titres à revenu fixe (13 015 millions d'euros), ainsi que des actions et autres titres à rendement variable (11 292

millions d'euros). Le résultat net du portefeuille de négociation s'élève à 1 397 millions d'euros. Veuillez-vous référer à la note 2 pour les méthodes comptables appliquées et à la note 8 pour des informations détaillées sur le portefeuille de négociation.

### ***Éléments factuels et risques identifiés pour l'audit***

Les instruments financiers du portefeuille de négociation sont évalués à la juste valeur, nette d'une décote pour risque, conformément à l'article 340<sup>e</sup> du HGB. La Société conclut des opérations sur instruments dérivés et autres instruments financiers, qu'elle comptabilise aux postes « Actifs de négociation » et « Passifs de négociation » du bilan. Les produits et charges issus de ces opérations sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Résultat net de négociation ». Ces opérations incluent des instruments financiers évalués sur la base de paramètres d'entrée directement ou indirectement observables sur un marché actif, sans pour autant correspondre à des actifs ou passifs identiques. Elles incluent également des opérations dont la méthode d'évaluation repose sur des paramètres non observables. L'évaluation de ces instruments financiers peut faire appel à des méthodes complexes, comportant des hypothèses et estimations relatives aux paramètres d'entrée utilisés.

En raison des incertitudes inhérentes à ces estimations, l'évaluation de ces produits a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit.

### ***Approche d'audit et constats***

Nous avons acquis une compréhension des processus d'évaluation des instruments financiers figurant au portefeuille de négociation, et avons évalué la pertinence et l'efficacité des contrôles mis en place à cet égard. Cela concernait en particulier les contrôles liés à la vérification indépendante des prix.

Avec le concours de spécialistes en évaluation, nous avons examiné l'évaluation des instruments financiers sur la base d'un échantillon. À cette fin, nous avons procédé à une réévaluation indépendante de certains produits à la date de clôture du bilan.

Sur la base des procédures d'audit que nous avons mises en œuvre, nous concluons que les méthodes et hypothèses utilisées pour déterminer les justes valeurs sont globalement appropriées.

## **Prix de transfert**

### ***Informations connexes figurant dans les états financiers et le rapport de gestion***

Au 31 décembre 2024, les revenus nets de commissions s'élevaient à 831 millions d'euros, ce qui en fait l'un des principaux moteurs de résultat figurant dans les états financiers annuels de la Société. Ces revenus comprennent une part significative de produits issus de la politique de prix de transfert. Veuillez-vous référer à la note 2 pour plus d'informations sur les méthodes comptables appliquées.

Au 31 décembre 2024, le résultat net de négociation s'élevait à 1 397 millions d'euros, constituant également l'un des principaux contributeurs aux résultats financiers annuels de la Société. Ce résultat intègre une part importante de produits issus de la politique de prix de transfert. Veuillez consulter la note 2 pour plus d'informations sur les méthodes comptables appliquées.

### ***Éléments factuels et risques identifiés pour l'audit***

La comptabilisation des produits issus de la politique de prix de transfert a revêtu une importance particulière dans le cadre de notre audit, en raison de la complexité des calculs internes et du fait que ces opérations ne sont pas conclues avec des tiers externes. En outre, les méthodes de prix de transfert ont un impact significatif sur les revenus nets de commissions de la Société.

Lorsque des opérations avec des parties liées sont conclues à des conditions ne correspondant pas aux conditions normales de marché, elles doivent être mentionnées dans l'annexe, conformément à l'article 285, point 21 du HGB.

### ***Approche d'audit et constats***

Dans le cadre de l'audit des états financiers annuels, nous avons tout d'abord évalué l'efficacité des contrôles internes mis en place par la Société en matière de politique de prix de transfert. À cet égard, nous avons également pris en compte l'organisation opérationnelle concernée, les flux de processus définis à cette fin, ainsi que les systèmes informatiques et outils de support déployés.

Dans le cadre de nos procédures d'audit substantielles, nous avons notamment examiné les rapprochements intra-groupe. À ce titre, nous avons également obtenu des confirmations de solde émanant des entités du Groupe concernées. Par

ailleurs, nous avons analysé les méthodes de prix de transfert au regard de leur conformité fiscale, des hypothèses retenues et des paramètres d'entrée utilisés.

Au terme de notre audit, nous avons pu nous assurer de l'existence et de l'exactitude des produits générés par la politique de prix de transfert, ainsi que de la pertinence et de l'efficacité des processus et contrôles mis en œuvre par la Société.

#### Autres informations

Le Directoire est responsable des autres informations. Celles-ci comprennent les parties non auditées suivantes du rapport de gestion :

- le rapport distinct sur les informations non financières, établi conformément à l'article 289b, paragraphe 3 du HGB, auquel il est fait référence dans le rapport de gestion.

Nos opinions sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion n'incluent pas ces autres informations, et nous n'exprimons donc ni opinion ni autre forme de conclusion d'assurance à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit, notre responsabilité se limite à lire ces autres informations et, ce faisant, à évaluer si elles :

- présentent des incohérences significatives avec les états financiers, le rapport de gestion ou les éléments probants obtenus dans le cadre de notre audit, ou
- semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

#### Responsabilités du Directoire et du Conseil de surveillance concernant les états financiers annuels et le rapport de gestion

Le Directoire est responsable de l'établissement des états financiers annuels conformément, dans tous leurs aspects significatifs, aux dispositions du droit commercial allemand applicables aux sociétés commerciales, de manière à donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société, en conformité avec les principes comptables légalement requis en Allemagne. Il est en outre responsable de la mise en place des contrôles internes qu'il estime nécessaires, conformément à ces principes, pour permettre l'établissement d'états financiers annuels exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes (telles que des manipulations comptables ou des détournements d'actifs) ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des états financiers annuels, le Directoire est également responsable de l'évaluation de la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Il lui incombe en outre de fournir, le cas échéant, les informations pertinentes sur les événements ou situations susceptibles de remettre en cause cette continuité d'exploitation. Les états financiers doivent être établis selon ce principe, à moins que des faits ou des circonstances juridiques ne s'y opposent.

Par ailleurs, le Directoire est chargé de l'établissement du rapport de gestion, lequel, dans son ensemble, doit refléter de manière appropriée la situation de la Société et être, dans tous ses aspects significatifs, cohérent avec les états financiers annuels, conforme aux exigences légales allemandes, et présenter de manière adéquate les opportunités et les risques liés à l'évolution future. Il lui appartient également de mettre en œuvre les systèmes et mesures qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement d'un rapport de gestion conforme aux exigences légales applicables en Allemagne, et pour être en mesure de fournir des éléments probants suffisants et appropriés à l'appui des informations qui y sont présentées.

Le Conseil de surveillance est responsable du contrôle du processus d'information financière de la Société, portant sur l'établissement des états financiers annuels et du rapport de gestion.

#### Responsabilités du vérificateur concernant l'audit des états financiers annuels et du rapport de gestion

Notre objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers annuels, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, et que le rapport de gestion, dans son ensemble, reflète de manière appropriée la situation de la Société et, dans tous ses aspects significatifs, est cohérent avec les états financiers annuels ainsi qu'avec les connaissances obtenues au cours de l'audit, est conforme aux exigences légales applicables et présente de façon adéquate les opportunités et les risques liés à l'évolution future. Notre rapport d'audit inclut nos opinions sur les états financiers annuels et sur le rapport de gestion.

L'assurance raisonnable représente un niveau élevé d'assurance, sans toutefois constituer une garantie qu'un audit réalisé conformément à l'article 317 du HGB et au Règlement Audit UE, et en conformité avec les normes d'audit généralement reconnues en Allemagne, telles que publiées par l'IDW, permettra toujours de détecter une anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnablement prévisible que, prises individuellement ou dans leur ensemble, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs prennent sur la base des états financiers annuels et du rapport de gestion.

Nous faisons preuve de jugement professionnel et d'esprit critique tout au long de notre audit. À ce titre, nous :

- identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dans les états financiers annuels et dans le rapport de gestion, qu'ils résultent de fraudes ou d'erreurs ; concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder nos opinions. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer des collusions, falsifications, omissions intentionnelles, déclarations mensongères ou contournements de contrôles internes.
- acquérons une compréhension des contrôles internes pertinents pour l'audit des états financiers annuels, ainsi que des dispositifs et mesures (systèmes) pertinents pour l'audit du rapport de gestion, afin de concevoir des procédures d'audit adaptées aux circonstances. Cette évaluation n'a toutefois pas pour objet l'expression d'une opinion sur l'efficacité des contrôles internes de la Société ni sur celle de ces systèmes.
- évaluons la pertinence des méthodes comptables retenues par le Directoire ainsi que le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations y afférentes figurant dans les états financiers.
- concluons quant au caractère approprié de l'application, par le Directoire, du principe de continuité d'exploitation et, sur la base des éléments probants recueillis, déterminons s'il existe une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de remettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une telle incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention sur les informations y afférentes fournies dans les états financiers annuels ou dans le rapport de gestion ou, si ces informations sont insuffisantes, de modifier notre opinion d'audit. Nos conclusions reposent sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou circonstances ultérieurs peuvent néanmoins remettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation.
- évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers annuels, y compris les informations fournies en annexe, ainsi que la manière dont les opérations et événements sous-jacents y sont reflétés, afin de vérifier qu'ils donnent une image fidèle de la situation patrimoniale, financière et des résultats de la Société, conformément aux principes comptables légalement requis en Allemagne.
- évaluons la cohérence du rapport de gestion avec les états financiers annuels, sa conformité au droit allemand applicable, ainsi que l'image qu'il donne de la situation de la Société.
- mettons en œuvre des procédures d'audit sur les informations prospectives présentées par le Directoire dans le rapport de gestion. Sur la base d'éléments probants suffisants et appropriés, nous évaluons en particulier le caractère raisonnable des hypothèses significatives utilisées par le Directoire pour établir ces informations, ainsi que la pertinence de leur dérivation. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces informations prospectives, ni sur les hypothèses retenues. Il existe un risque inhérent et difficilement évitable que les événements futurs diffèrent sensiblement des informations prospectives.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance, notamment au sujet de la portée et du calendrier prévus de l'audit, ainsi que des principales constatations, y compris d'éventuelles déficiences significatives des contrôles internes que nous aurions identifiées au cours de notre mission.

Nous confirmons également à ces responsables que nous avons respecté les règles d'indépendance applicables, et leur communiquons toutes les relations et autres facteurs susceptibles de compromettre notre indépendance, ainsi que, le cas échéant, les mesures prises pour remédier aux menaces pesant sur cette indépendance.

À partir de ces échanges, nous déterminons les points qui ont été les plus significatifs lors de notre audit des états financiers annuels de l'exercice en cours. Ces points sont qualifiés de « points clés de l'audit » et sont présentés dans notre rapport, sauf si une loi ou un règlement empêche leur divulgation.

#### Informations complémentaires conformément à l'article 10 du Règlement Audit UE

Nous avons été nommés vérificateur par l'assemblée générale ordinaire du 17 mai 2024. Notre désignation a été confirmée par le Conseil de surveillance le 25 juillet 2024. Nous auditons la Société depuis l'exercice financier 2021.

Nous déclarons que les opinions exprimées dans le présent rapport sont conformes au rapport complémentaire adressé au comité d'audit, conformément à l'article 11 du Règlement Audit UE.

Vérificateur responsable

Le réviseur légal allemand responsable de la mission d'audit est M. Markus Morfeld.

#### Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse de la succursale : 85 avenue Marceau, 75116 Paris